

Jean-Sylvestre MONGRENIER  
Juillet 2015

Points clés 5

10

**POINTS CLÉS SUR  
LES IMPLICATIONS  
GÉOPOLITIQUES DE LA  
CRISE GRECQUE**



Il serait erroné de penser que la question grecque est seulement économique. Le problème est aussi géopolitique. Si la Grèce doit sortir de la zone euro, il faudra accompagner le mouvement et s'efforcer de préserver la stabilité géopolitique de la région.

Avec la victoire du « non » au référendum du 5 juillet, la perspective d'un « Grexit » se précise un peu plus. Au fil des négociations, les dirigeants européens auront voulu ignorer le fait que Syriza est une formation d'extrême-gauche, néo-communiste et jusqu'aboutiste. L'ADN politique de Tsipras et de Syriza pousse à la fuite en avant et il était erroné de croire aux vertus de simples ajustements réciproques.

Ce serait une autre erreur d'analyse que de voir dans le problème grec les seuls risques pour la zone euro, le grand marché européen et la conjoncture économique du continent. L'effondrement de la Grèce, avec un possible « dévissage » au plan international, est une question géopolitique de première importance qui met en jeu la sécurité de l'Europe. Une nouvelle période s'ouvre, et les dix points-clés qui suivent doivent être conservés à l'esprit, pour naviguer par gros temps et conserver le cap.

**1**

**La situation actuelle est le point d'aboutissement d'une décision politique erronée : l'entrée de la Grèce dans la zone euro, envers et contre les faits. Le scénario d'une renégociation, sur de nouvelles bases, est des plus fragiles et il faut envisager sérieusement la sortie de la Grèce de la zone euro**

Aux « fondamentaux » de la situation économique et financière s'ajoutent la prétention à faire prévaloir la volonté de la Grèce sur les autres pays de la zone euro, les attaques *ad hominem* et la destruction de toute confiance, ce qui prive l'Union économique et monétaire du minimum d'*affectio societatis* requis par toute entreprise commune. Si les choses doivent être envisagées avec sang-froid, il reste que la situation est passionnelle, et que les passions sont destructrices. Ainsi sera-t-il difficile d'expliquer aux parlements et aux opinions des autres pays de la zone euro qu'ils doivent se conformer aux résultats du référendum grec. L'impasse des négociations, voire la sortie de l'euro auront des contrecoups dans d'autres champs de coopération. Il faut donc anticiper et prévoir le pire. Le possible retour de la Grèce à une monnaie nationale devrait se faire, autant que possible, en bonne intelligence avec Bruxelles et les autres États de la zone euro, et en préservant la place de la Grèce dans les instances euro-atlantiques (UE et OTAN).

**2**

**Les aspects économiques, financiers et monétaires de la crise actuelle sont au premier plan, mais le temps long s'impose. L'arrimage de la Grèce à l'Occident dans l'après-guerre et son entrée dans les instances euro-atlantiques s'expliquent d'abord par des raisons géopolitiques, avec la guerre froide en toile de fond**

Avant même la fin de la Deuxième Guerre mondiale, la Grèce basculait dans une guerre civile, soutenue par Staline et Tito, conduisant au débarquement de troupes britanniques pour éviter la satellisation et l'intégration dans un bloc slavo-marxiste. Bientôt, les Américains devaient prendre le relais et Truman énonçait la doctrine de *containment* qui porte son nom (12 mars 1947). C'est dans cette logique que la Grèce a bénéficié du plan Marshall (5 juin 1947), tout comme la Turquie

voisine, et incorporait l'OECE (Organisation européenne de coopération économique), qui est le premier organisme européen de l'après-guerre (l'OECE est devenue l'OCDE). En 1952, la Grèce entrait dans l'OTAN, en même temps que la Turquie. Le flanc sud-est de l'Europe était ainsi verrouillé. Après le « régime des colonels » (1967-1974), l'acceptation de la Grèce au sein de la CEE (1981) visait à consolider le retour à la démocratie et à stabiliser un pays toujours aussi important au plan géostratégique, alors que les relations Est-Ouest étaient gravement détériorées (bataille des euromissiles, one de choc et répercussions de la révolution islamique iranienne et de l'invasion soviétique de l'Afghanistan). Le rappel des faits donne idée du niveau des enjeux géopolitiques grecs et régionaux. Il faut mettre les choses en perspective et rafraîchir la mémoire historique et géopolitique des dirigeants européens.

### 3

**L'entrée de la Grèce dans les instances euro-atlantiques a pour arrière-plan géopolitique une situation sensible, à l'intersection des Balkans, de l'Eurasie (hier soviétique, russe aujourd'hui) et du Grand Moyen-Orient (de la Méditerranée orientale à l'Indus). Cela est toujours vrai**

Sans frontière commune avec l'UE, jusqu'aux récents élargissements à la Bulgarie et à la Roumanie (2007), la Grèce forme la pointe méridionale des Balkans, une aire historiquement instable, et elle s'enfonce en Méditerranée orientale. Les flux en provenance de la mer Noire, et qui empruntent les détroits turcs (Bosphore, Dardanelles), transitent par la mer Egée. En vis-à-vis, la Turquie avec laquelle les relations sont historiquement conflictuelles. Au sud-est, l'île de Chypre est un relais vers le Proche-Orient (Syrie, Liban, Israël, Jordanie) et l'isthme syrien qui relie la Méditerranée orientale au golfe Arabo-Persique. Au sud, guère éloignés de la Crète, les rivages africains (Égypte et Libye). L'Histoire renouvelle les données des conflits mais la Grèce demeure un carrefour géostratégique dont nul ne peut se désintéresser. Depuis l'Asie-Pacifique, la Chine elle-même s'y intéresse et veut utiliser le Pirée comme « hub » en Méditerranée (la Méditerranée est un segment maritime entre l'océan Indien et l'Atlantique), et comme base pour les marchés autour de la mer Noire. Si la perspective chinoise est d'abord géoéconomique, on notera cependant la présence accrue de sa flotte militaire en Méditerranée (voir les récentes manœuvres navales sino-russes, en mai 2015).

### 4

**Les guerres d'ex-Yougoslavie et la fragilité géopolitique de l'Europe balkanique expliquent en partie l'admission précipitée et non préparée de la Grèce dans la zone euro : il fallait européeniser les Balkans. In fine, la Grèce est menacée de balkanisation**

Le « complexe du Parthénon » – l'expression désigne une forme de sidération devant la puissance de l'héritage intellectuel et spirituel légué par la Grèce antique –, pas plus qu'une douce insouciance européenne, du fait du faible poids de l'économie grecque dans l'UE, ne suffisent à expliquer l'entrée de la Grèce dans la zone euro. L'idée directrice de la politique des grands États ouest-européens, dans les années 1990-2000, était de faire de la Grèce un pilier de stabilité en

Europe du Sud-Est et un modèle politico-économique pour les États balkaniques. Ces derniers sortaient des guerres d'ex-Yougoslavie et ils peinaient à entamer les réformes nécessaires. La Grèce était censée incarner un horizon européen. *In fine*, il appert que le modèle n'en est pas un et que la Grèce, à bien des égards, relève encore des Balkans (elle a l'avantage d'une diaspora active qui ouvre sur de larges horizons). Le retournement de situation et l'effondrement du pseudo-modèle grec auront des contrecoups sur les situations géopolitiques balkaniques, dans une zone grise entre l'ensemble UE-OTAN d'une part, la Russie et son ambition d'une sphère d'influence (l'« étranger proche ») de l'autre.

5

**Si la sortie de la zone euro entraînerait d'abord des effets dommageables pour la Grèce, avec des perspectives économiques incertaines à moyen terme, elle pourrait aussi avoir des conséquences dangereuses sur l'espace Schengen et le contrôle des flux migratoires aux frontières communes de l'UE**

Eclipsée au plan migratoire par Lampedusa et la situation italienne, la Grèce est une autre zone de passage des flux de migrants illégaux à destination de l'UE et des États ouest-européens. Outre la frontière terrestre gréco-turque, en Thrace, les îles grecques d'Egée situées à proximité de l'Asie mineure sont particulièrement concernées (voir les dizaines de milliers de migrants qui sont arrivés sur les îles de Kos, Lesbos et Chios depuis le début de l'année). Pour contrôler ces espaces et ces flux, la Grèce bénéficie du soutien de l'agence européenne Frontex. La rupture des solidarités géopolitiques européennes pourrait avoir de graves conséquences, avec l'ouverture d'un couloir de passage pour migrants clandestins, voire pour des terroristes. Ce n'est certainement pas dans l'intérêt bien compris de la Grèce, mais l'actuel gouvernement mène une politique du pire et il est inquiétant de voir des hommes politiques grecs brandir la menace djihadiste face à Bruxelles. On se rappellera que la plate-forme électorale de Syriza était ouvertement laxiste sur le plan migratoire et son tiers-mondisme ne préjuge pas d'un engagement actif sur ce front.

6

**Un nouvel affaiblissement de la Grèce consécutif à un effondrement économique et à ses conséquences politiques déséquilibrerait plus encore la balance des forces avec la Turquie, elle-même politiquement instable depuis les dernières élections législatives, dans un Proche et Moyen-Orient qui craque**

L'entrée de la Grèce dans la zone euro était concomitante à l'acceptation de la candidature de la Turquie à l'UE, Athènes ayant levé son veto (veto derrière lequel les autres États membres se dissimulaient). L'UE était alors vue comme une sorte de SDN européen-méditerranéenne qui allait servir d'instance de règlement du conflit géopolitique gréco-turc. Un cercle vertueux semblait amorcé : le Parti de la Justice et du Développement (AKP) d'Erdogan, présenté comme moderniste et ouvert, accédait au pouvoir et Ankara menait des réformes en phase avec les critères posés par

l'UE pour la rejoindre (État de droit et libéralisation économique) ; les négociations sur la réunification de Chypre étaient ouvertes. Le contexte n'est décidément plus le même. Depuis l'échec du référendum de 2004, la situation chypriote est bloquée. La diplomatie néo-ottomane d'Ankara est battue en brèche par le conflit syrien, son extension régionale et la guerre froide entre chiites et sunnites, avec des effets en retour sur la situation intérieure. Depuis les dernières législatives (7 juin 2015), le pouvoir hégémonique de l'AKP est fragilisé et la Turquie est plus instable politiquement. Cette situation d'ensemble pourrait retentir sur les relations gréco-turques, historiquement conflictuelles. Rappelons que le conflit géopolitique sur la Thrace ainsi que l'espace maritime et aérien de l'Égée est latent, sans parler de Chypre et des litiges sur les ZEE autour de l'île – avec la question sensible des gisements de gaz de Méditerranée orientale.

7

**La situation grecque est et sera instrumentalisée par la Russie contre l'UE et l'OTAN, à des fins immédiates – remise en cause des sanctions européennes contre la Russie, construction du *Turkish Stream* –, et pour encourager les forces de dissociation au sein des instances euro-atlantiques. La situation grecque s'inscrit dans un contexte de nouvelle guerre froide**

La crise avec la Grèce se déroule alors que l'UE, et plus largement l'Occident, sont engagés dans une forme de nouvelle guerre froide (une « paix froide ») avec la Russie. Dès la victoire électorale de Syriza, Poutine a fait connaître sa satisfaction et Tsipras s'est rendu à Moscou (8 avril 2015) et à Saint-Pétersbourg (Forum économique, 22-24 mai 2015). Brandie de part et d'autre dans une logique séculière et machiavélique, la « solidarité orthodoxe » sert de justificatif pour accroître la latitude d'action des deux dirigeants contre les Occidentaux. La rhétorique de Syriza n'a pas encore eu de réels prolongements sur la politique étrangère commune de l'UE (les sanctions ont été reconduites), mais Athènes et Moscou discutent d'un nouveau *pipeline* – l'hypothétique *Turkish Stream* –, destiné à contourner l'Ukraine par le sud et d'investissements russes dans les infrastructures (le port de Salonique entre autres projets). Il est vrai que Vladimir Poutine n'a pas les moyens financiers de se substituer purement et simplement à l'UE, mais ses objectifs sont plus circonscrits, à court et moyen termes. Considérant l'UE comme un obstacle à son projet géopolitique, Poutine encourage toutes les forces de dissociation internes, de l'extrême-gauche à l'extrême-droite. Les buts négatifs de la « grande stratégie » russe et son efficacité en Europe, du fait de vulnérabilités internes (situation grecque) et d'un voisinage fragile (Balkans, Est européen, Méditerranée), ne doivent pas être sous-évalués.

## 8

**Les Balkans sont en passe de devenir le théâtre de cette nouvelle guerre froide et la diplomatie de l'UE, tout comme celle de l'OTAN, doit s'investir pleinement dans ce voisinage fragile**

Cette nouvelle rivalité géopolitique entre la Russie et l'Occident concerne aussi les Balkans, notamment la partie ouest restée à l'écart de l'UE et de l'OTAN, même si les pays en question sont liés aux instances euro-atlantiques par divers accords (Partenariat pour la paix de l'OTAN, Accords de stabilisation et d'association de l'UE). La Russie exploite les incertitudes sur le devenir européen de la Serbie, de la Macédoine, de la Bosnie-Herzégovine et du Monténégro (l'Albanie et le Kosovo sont hostiles à la politique russe et donc moins perméables). La politique russe dans les Balkans, notamment en Serbie, est conduite en liaison avec des investissements énergétiques régionaux (rachats de centrales et de raffineries, constitution de clientèles politico-financières). Il est vrai que l'échec du projet de gazoduc *South Stream* a fragilisé les positions russes, notamment en Serbie (le projet de *Turkish Stream* est un succédané). Pourtant, l'essoufflement du projet européen et l'absence de réelles perspectives dans l'UE, malgré la déclaration de Thessalonique (2003), ouvrent des espaces de manœuvre. Plus encore avec la situation en Grèce. Les Balkans requièrent une politique occidentale tout à la fois active (volonté et moyens d'aboutir) et sans complaisance (respect des critères européens et refus du volontarisme vain), dans le cadre de l'UE comme dans celui de l'OTAN.

## 9

**Un éventuel « dévissage » de la Grèce pourrait avoir des conséquences sur l'OTAN et les positions occidentales en Méditerranée orientale, alors même que la Russie entend projeter forces et puissance dans le Bassin pontico-méditerranéen**

Le conflit géopolitique entre la Grèce et la Turquie en Thrace, autour de l'espace égéen et de Chypre est venu compliquer le rapport d'Athènes à l'OTAN, une alliance et un système de sécurité dans lesquels les deux pays antagonistes sont entrés simultanément (1952). L'invasion turque de la partie nord de Chypre, le 20 juillet 1974, ont eu des répercussions sur les relations turco-américaines (embargo turco-américain sur les armes/fermeture des bases turques à l'armée américaine), mais aussi sur la relation entre la Grèce et l'OTAN. La Grèce s'était retirée de la structure militaire intégrée (14 août 1974). Elle y a fait retour en 1980 mais le PASOK, alors au pouvoir, présentait Chypre comme un « Afghanistan occidental » et Athènes refusait de s'associer aux protestations des Occidentaux contre la « normalisation » en Pologne (1981). Ce passif historique doit être conservé à l'esprit. La VI<sup>e</sup> flotte américaine dispose toujours d'une base d'importance à Souda, en Crète, face au Levant, qui a montré son utilité lors de l'opération en Libye (2011). Quel est son avenir en cas de « dévissage »? Aussi et surtout, la Russie veut faire de la Crimée un « bastion stratégique méridional » et une tête de pont vers la Méditerranée. Moscou a négocié des facilités navales avec Chypre (accord du 25 février 2015 sur Limassol) qui s'ajoutent à des facilités aériennes sur la base aérienne de Paphos (janvier 2014) et à la base de Tartous (Syrie). Le « dévissage » de la Grèce pourrait donc avoir des prolongements géopolitiques en Méditerranée, avec de nouvelles facilités stratégiques pour Moscou. D'où l'importance du cadre

OTAN et d'un engagement diplomatique américain, en bonne intelligence avec Bruxelles et les capitales européennes.

## 10 | **Les erreurs d'analyse sont aussi des fautes morales et, le cas échéant, il faudra préparer avec soin la sortie de la Grèce de la zone euro, en liaison avec l'ensemble des questions géopolitiques abordées plus haut**

En dépit du comportement déplorable de Syriza, sur le fond et dans la forme, les dirigeants européens doivent se garder d'entrer dans une logique de type action-réaction, de céder aux contre-effets du référendum grec sur leurs opinions publiques (lassitude ou colère des contribuables, dénoncés par Syriza comme étant « les créanciers »), et de prendre des mesures à caractère punitif. Si elle est jugée inéluctable, la sortie de la Grèce de la zone euro sera présentée aux acteurs des marchés financiers comme un gage de sérieux et de cohérence, les dirigeants européens refusant le chantage au chaos, la politique de la rustine et l'occasionalisme. En parallèle, il faudra accompagner la Grèce dans le passage au drachme, techniquement et économiquement, mettre en valeur les aides dont elle continuera à bénéficier dans le cadre de l'UE – au titre de la politique régionale, de la politique agricole et autres politiques européennes –, et réaffirmer les obligations qui découlent de la participation au cercle de droit commun (l'UE-28). L'important est de ne pas se laisser emporter par le torrent, de bien distinguer le cas de la zone euro et celui de l'UE dans toute son extension. La décomposition exige une recombinaison, c'est-à-dire un redéploiement de la zone euro et de l'UE.



**Jean-Sylvestre MONGRENIER** | Chercheur associé à l'Institut Thomas More, Jean-Sylvestre MONGRENIER est titulaire d'une licence d'histoire-géographie, d'une maîtrise de sciences politiques, d'un DEA en géographie-géopolitique. Docteur en géopolitique, il est professeur agrégé d'Histoire-Géographie et chercheur à l'Institut Français de Géopolitique (Université Paris VIII Vincennes-Saint-Denis). Il est ancien auditeur de l'IHEDN (Institut des Hautes Études de la Défense Nationale, Paris), où il a reçu le Prix Scientifique 2007 pour sa thèse sur « Les enjeux géopolitiques du projet français de défense européenne ». Officier de réserve de la Marine nationale, il est rattaché au Centre d'Enseignement Supérieur de la Marine (CESM), à l'École Militaire. Il collabore régulièrement à la revue *Hérodote* et intervient dans de nombreux médias.